

Qu'attendent les Français de l'Union européenne ?

*L'idée que les **Français** se désintéressent de **l'Europe** est aussi répandue qu'erronée. Les résultats des sondages effectués par la Commission ou le Parlement européen auprès des **citoyens européens** montrent au contraire un intérêt réel des Français pour l'Europe conforté par une **participation en nette hausse** des Français aux dernières **élections européennes** (50,12%). Mais si les **Français** veulent faire entendre leur voix en Europe et souhaitent que les **dirigeants européens** s'emparent des sujets qui les préoccupent, ils ont en général une connaissance très insuffisante de **l'Union européenne** et de son action, ce qui engendre de la méfiance à son égard.*



La méconnaissance de l'Union européenne et de son action génère un sentiment mitigé à son égard...

Selon une enquête menée en 2018, **71% des Français** s'estiment mal informés sur l'Europe. Il n'est donc pas étonnant de découvrir ensuite que la proportion de Français qui déclarent « avoir plutôt confiance » envers **l'Union européenne** n'est que de 33% contre 57 % qui n'ont « plutôt pas confiance » dans l'Union européenne. Ce score place la France parmi les pays les plus défiants à l'égard de l'Union européenne.

Lors d'un sondage organisé en 2019 par la **Banque européenne d'investissement** sur l'action de

l'UE en appui des initiatives nationales pour lutter contre le réchauffement climatique, la France figure parmi les trois États membres qui se sentent les moins soutenus par l'UE, alors qu'en termes budgétaires elle est la **première bénéficiaire** de la **PAC** et du **Plan Juncker**.

...sans toutefois entamer profondément le sentiment d'appartenance à l'UE.

En revanche, d'après les résultats du dernier **Eurobaromètre** du Parlement européen publié en juillet 2019, 61% des Français estiment que la France bénéficie de son appartenance à **l'Union européenne (UE)** et 53% considèrent que leur voix compte dans l'UE.

De plus, 64% des Français sont favorables au renforcement de la prise de décision au niveau européen[1], et 55% souhaiteraient donner un rôle plus important au **Parlement européen**[2]. Le Brexit ne semble pas interférer sur le sentiment d'appartenance à l'UE : 60% des Français voteraient pour le maintien de la France dans l'UE si un référendum se tenait demain sur cette question[3] (contre 47% des Tchèques, 49% des Italiens et 52% des Hongrois[4]).

Ce soutien à l'appartenance européenne est plus fort chez les **jeunes** et les **retraités** (avec des pourcentages compris entre 68% pour les 15-24 et 64% pour les plus de 55) et en particulier chez les **étudiants** (88%) [5].

Un taux de participation record aux élections européennes de mai

Le taux de **participation** des Français aux **élections européennes** de 2019 (50,12%) fut une surprise générale alors que l'on s'attendait à un taux proche de celui de 2014 (42%). 53% des Français interrogés ont déclaré avoir participé au **scrutin européen** parce qu'ils sont convaincus que leur voix compte en Europe[6].

Cependant, malgré un sentiment **pro-européen** plus prononcé chez les **jeunes**, les moins de 35 ans se sont encore fortement abstenus (60%) bien que ce taux représente une réelle amélioration par rapport aux 74% constaté aux **élections** de 2014. Les **retraités** au contraire ont participé activement au vote avec un taux de **participation** de 60%[7].

Le véritable défi pour l'UE sera d'inciter les citoyens européens à s'appropriier leur projet commun et de répondre concrètement à leurs attentes

L'attachement à l'Union européenne repose sur des acquis concrets, comme « **la liberté de voyager, d'étudier et de travailler partout dans l'UE** » (important pour 49% des Français). Du côté des critiques : 3 Français sur 10 considèrent que l'UE représente un « **gaspillage d'argent** » et 26% pensent qu'il n'y a « **pas assez de contrôle aux frontières extérieures** ».

Pendant la campagne électorale de 2019, les Français ont clairement désigné la **lutte contre le chômage des jeunes, le changement climatique et une meilleure gestion de l'immigration** comme des sujets dont l'UE devrait se saisir en priorité. Les chantiers prioritaires que la Présidente élue de la Commission européenne a présentés dans son « Programme pour l'Europe » montrent que le message des urnes a été reçu cinq sur cinq.

En réalité **une majorité de Français souhaitent une Europe plus efficace et plus en prise avec les problèmes du moment**. Ce souhait se heurte toutefois aux limites du mandat que les Etats membres ont donné à l'UE. Par exemple, la fixation d'un salaire minimum reste une prérogative des Etats membres, l'UE n'ayant pas reçu de pouvoir pour légiférer dans ce domaine. Une extension des pouvoirs d'action de l'UE dépend au final des peuples d'Europe eux-mêmes, car la modification des traités est soumise à la ratification par chacun des Etats membres.

Enfin, il ressort des sondages d'opinion et des nombreux contacts avec les citoyens français que **l'Europe est mal comprise car elle est mal connue**. Beaucoup de citoyens se méfient de la gouvernance et des procédures décisionnelles propres à l'UE car ils ne les comprennent pas. En outre, ils ignorent très souvent l'impact des politiques européennes dans leur quotidien, sur le terrain, près de chez eux.

L'information et la communication sur l'UE représentent un défi majeur que les institutions elles-mêmes ne peuvent relever seules. Dans un pays comme la France, le projet européen a besoin de **relais nationaux, régionaux et locaux** pour atteindre les citoyens là où ils vivent. L'Education nationale a été clairement identifiée lors de la consultation citoyenne conduite en France en 2018 comme un vecteur essentiel pour améliorer la connaissance de l'UE de la population française.

Enfin, **les Français souhaitent être plus étroitement associés aux décisions de l'UE**. Ils appellent de leurs vœux un Parlement européen plus impliqué dans la prise de décision, des interactions plus directes entre les citoyens et leurs institutions, des procédures décisionnelles plus transparentes et un contrôle démocratique renforcé.

Pour en savoir plus

[Eurobaromètre du Parlement européen, fiche France \(printemps 2019\)](#)

[Eurobaromètre du Parlement européen sur les élections européennes \(juillet 2019\)](#)

[Eurobaromètre de la Commission européenne sur l'Opinion publique dans l'Union européenne France \(Eurobaromètre Standard 90, novembre 2018\)](#)

[L'Europe impuissante face au changement climatique ! Vraiment ?](#)

[Une invasion migratoire en Europe ? Vraiment ?](#)

[L'Europe est une passoire ! Vraiment ?](#)

[L'Europe est antisociale ! Vraiment ?](#)

[L'Europe n'est pas solidaire avec les plus démunis ! Vraiment ?](#)

Sources

[1] <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2215>

[2] <http://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/parlemeter-2019/national-factsheets/fr-fr-factsheet-parlemeter-2019.pdf>

[3]
<http://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/parlemeter-2019/national-factsheets/fr-fr-factsheet-parlemeter-2019.pdf>

[4] http://www.europarl.europa.eu/news/en/search?planet=_all&q=eurobarometer

[5]
<http://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/parlemeter-2019/national-factsheets/fr-fr-factsheet-parlemeter-2019.pdf>

[6]
http://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/election2019/EB915_SP_EUROBAROMETER_POSTEE19_FIRSTRESULTS_EN.pdf

[7]
http://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/election2019/EB915_SP_EUROBAROMETER_POSTEE19_FIRSTRESULTS_EN.pdf